

CONTRÔLE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE) EN FRANCE : LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR PUBLIE SON PREMIER RAPPORT D'ACTIVITÉ

Le rapport¹ présente les principales données statistiques de l'activité du contrôle des IDE en France sur l'année 2021, commentées à la lumière des dernières évolutions réglementaires.

Quelques éléments à retenir de cette publication :

1. Une hausse considérable du nombre de dossiers instruits par la direction générale du Trésor (31% par rapport à 2020)

328 dossiers ont été déposés en 2021, sous forme de demandes d'autorisation d'investissement ou de demandes d'examen préalable des activités d'une entreprise française.

2. Une augmentation marquée du nombre de dossiers relevant des secteurs "hors défense"

La part des investissements dans des secteurs autres que ceux liés à la défense représente dorénavant près de 57% des dossiers contrôlés. Cette progression résulte de l'extension continue de la liste des activités considérées comme sensibles (avec en particulier l'ajout des biotechnologies parmi les technologies critiques, dans le contexte de la crise sanitaire).

3. Le rapport s'inscrit dans une évolution vers plus de transparence dans le contrôle des IEF, gage d'efficacité

La direction générale du Trésor rappelle d'ailleurs que des dossiers-types sont à présent disponibles pour simplifier les démarches et annonce la parution prochaine de lignes directrices visant à clarifier l'interprétation de la réglementation. Une consultation publique visant à recenser les besoins de clarification vient d'être initiée à cet effet.

4. Des évolutions insufflées par le règlement européen sur le filtrage des investissements directs étrangers dans l'UE

Le règlement européen, entré en vigueur fin 2020, a instauré un dispositif de coopération entre les Etats membres de l'UE, auquel la France participe activement et dont elle tire parti.

Ce rapport confirme la nécessité de considérer la question d'un éventuel contrôle des IDE en amont de tout projet d'investissement ou de désinvestissement en France.

Prochaines étapes à suivre !

¹ [Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance, Direction générale du Trésor, « Le contrôle des investissements étrangers en France en 2021 », Mars 2021](#)

A PROPOS D'ASTURA

Astura est un cabinet d'avocats indépendant dont la pratique est reconnue en matières de M&A, IT et IP.

Plus particulièrement, Astura est reconnu par Legal 500 dans les domaines suivants :

- > **fusions-acquisitions** : *Astura intervient dans des opérations de fusions-acquisitions et des opérations de croissance. Le cabinet assiste des PME, des family offices et des entrepreneurs. A noter, la pratique est particulièrement recommandée pour le traitement d'opérations présentant une forte composante en droit de la propriété intellectuelle ou dans le domaine des nouvelles technologies, grâce à sa forte expertise complémentaire dans ces matières.*
- > **technologies de l'information** : *Astura, qui est particulièrement réputé pour son expertise transactionnelle et de conseil, se voit aussi confier des dossiers contentieux aux enjeux majeurs ; l'équipe a ainsi récemment traité plusieurs affaires relatives à la violation de licences de logiciels, ainsi qu'à la mise en œuvre défectueuse de logiciels et de nouveaux sites web. Enfin, l'équipe est recommandée pour la gestion des sujets portant sur les services d'e-paiement, le droit de la propriété intellectuelle et la protection des données.*
- > **données personnelles** : *l'équipe d'Astura est experte en droit des nouvelles technologies, de la propriété intellectuelle et des données personnelles. Elle est particulièrement sollicitée pour traiter les aspects de protection des données se rattachant à de grandes opérations de fusions-acquisitions et de financement d'entreprises. Elle est souvent mandatée par des clients français ; PME, grandes entreprises ou encore des startups qui ont accès à la plateforme numérique automatisée du cabinet pour la rédaction de documents juridiques. L'équipe assiste enfin ses clients en matière de contrôles de conformité RGPD.*

CONTACTS

Raphaël Dalmas
rdalmas@astura.fr
T +33 (0)1 84 16 24 32

Alma Nicolai
anicolai@astura.fr
T +33 (0)1 86 95 51 85

www.astura.fr